

ANALYSE DU 26 JANVIER 2013

INCENDIES, CREDIBILITE DES ENQUÊTES, CHASSE AUX OPPOSANTS : Faure Gnassingbé veut imposer la Françafrique à François Hollande

Après les incendies de marchés togolais ainsi que l'incendie de propriétés privées dans plusieurs villes du Togo, il a fallu bien se rendre à l'évidence de la défaillance du système de prévention et de sécurité au Togo. Personne au pouvoir n'est mis en cause bien sûr. Alors il faut bien trouver des bouc-émissaires. Pourquoi pas les partis d'opposition qui ne sont pas entrés dans le jeu de la démocratie de façade de Faure Gnassingbé ? Mais pourquoi les vrais responsables de l'insécurité togolaise ne démissionnent-ils pas, ne serait-ce que pour sauver leur honneur ?

1. Faure Gnassingbé, peut-il rouler François Hollande dans la farine de manioc ?

Sur la base de non-respect de la propriété privée avec des enlèvements manu-militari par les forces de Faure Gnassingbé, dotées d'un zèle renouvelé dans la brutalité et l'humiliation, de nombreux citoyens anonymes et des dirigeants des partis d'opposition, en toute illégalité et en l'absence de leurs avocats respectifs, sont malmenés et unilatéralement mis en garde en vue prolongée. Une privation des libertés fondamentales doublée d'une privation de s'exprimer librement permet à Faure Gnassingbé d'organiser un nouveau deal avec François Hollande. Des soldats togolais pour l'aider au Mali et le silence de l'ensemble de l'appareil d'Etat français sur les abus de pouvoir, les abus des droits humains, les arrestations et brutalités unilatérales, la destruction du système organisationnel des partis d'opposition qui peuvent faire perdre au pouvoir une majorité usurpée au parlement, etc... Bref, Faure Gnassingbé monte l'opération de la 'chasse aux opposants' en grande nature et compte sur le silence coupable des chancelleries occidentales et des dirigeants occidentaux qui se cachent derrière la non-ingérence dès lors qu'il n'y a rien à '*manger pour eux*'.

Aussi, il faut s'interroger si Faure Gnassingbé n'est pas en train de rouler François Hollande dans la farine de manioc en utilisant les incendies criminels des marchés des principales villes du Togo, dont Kara et Lomé, pour tenter de déstabiliser et priver les partis d'opposition de leur principaux responsables et organisateurs avant des élections unilatéralement annoncées pour unilatéralement gagner. Le jeu subtil de Faure Gnassingbé consiste tout simplement à répondre aux attentes des dirigeants occidentaux et des patrons de multinationales occidentales pour qu'en retour ces derniers, comme de véritables 'froussards' choisissent de faire passer par pertes et profits, l'ensemble des valeurs démocratiques, des droits humains, du respect de la propriété privée des opposants politiques, de la liberté d'aller, de venir, de s'organiser et de manifester contre l'usurpation du pouvoir, de la vérité des urnes et de la vérités des comptes publics au Togo. Oui, si l'Élysée continue à jouer fin au point que le silence sur la gouvernance de Faure Gnassingbé et le financement des élections législatives invalidées d'avance au Togo constituent la contrepartie de la mise à disposition que quelques

centaines de militaires togolais sans budget, alors c'est que François Hollande et son Ministre des Affaires étrangères ont choisi de reconstituer autrement la Françafrique. Pourtant le fromage de Hollande n'est pas un gruyère suisse constitué de trous où on intervient en Afrique à la carte et selon ses intérêts. Mais le fromage de Hollande est un fromage à pâte molle. C'est donc sur la réputation de « mollesse » de François Hollande, qui l'induirait à tolérer les formes nouvelles et subtiles du chantage de Faure Gnassingbé à son endroit, qu'il faut analyser la manière avec laquelle le Président français et son équipe africaine, se soucient des abus et des brutalités du système et régime de Faure Gnassingbé au Togo. Il suffit pourtant de se référer à l'évaluation par l'Union européenne du niveau record des citoyens togolais qui quittent leur pays et restent à l'étranger - pour simplement assurer un minimum de liberté et de vie décente - pour mesurer l'ampleur du phénomène. Mais le 'génie' de Faure Gnassingbé - avec le concours de son aréopage de soutiens ésotériques - consiste à amener les dirigeants occidentaux, dont ceux de la France, de l'Union européenne et des Etats-Unis, à accepter ses caprices sur le territoire togolais. Dès lors, évidemment, que les demandes d'appui tant des dirigeants politiques occidentaux et/ou des grandes multinationales sont satisfaites, dans le cadre d'un deal où les commissions inconnues se gèrent en privé. Le problème est que tout se fait sur le dos du peuple togolais.

Bref, avec les dernières 'chasses aux opposants' réalisées en toute illégalité et face au silence coupable des grandes puissances - amies de Faure Gnassingbé mais ennemies du peuple togolais-, Faure Gnassingbé et son équipe sont en train d'amener le Président français, François Hollande, à accepter unilatéralement et sous la forme d'un nouveau deal françafricain : *'troc de militaires togolais au Mali contre abus de droit et de pouvoir au Togo'*, la nouvelle Françafrique. Dirigée et imaginée par Faure Gnassingbé elle n'a pas d'autre objectif que d'empêcher, à tout prix et à n'importe quel prix, toute alternance crédible au Togo et forcer les extrémistes de tous poils à sortir le grand jeu. Ce n'est pas sans risques pour Faure Gnassingbé lui-même et sa famille clientéliste et zélée.

2. Le Colonel Yark Damhane, Ministre de la Sécurité, doit démissionner

Suite aux incendies des marchés de Kara et Lomé au Togo alors que le pouvoir se contente d'une enquête interne principalement sur l'incendie de Kara, les premiers éléments de l'analyse du Collectif pour la Vérité des Urnes de la Diaspora togolaise (Cvu-Togo-Diaspora) conduisent à croire que les incendies de Kara et des propriétés privées et Atakpamé sont l'œuvre de forces dissidentes au sein du système de Faure Gnassingbé.

Par contre, l'incendie du Grand marché et des autres sites seraient l'œuvre d'entités non-dissidentes à celles du pouvoir en place. L'explication est simple. La preuve évidente sur le marché de Lomé, est qu'il a été laissé à l'abandon et que les pompiers ghanéens venus aider pour éteindre le feu, suite à une demande du pouvoir, **ont** été bloqués *'très très longuement'* durant trois heures à la frontière ghanéenne, au fallacieux motif de formalités administratives, le temps que le feu brûle tout. Mais aussi le temps, pour certains témoins de la scène, de constater que des individus en uniforme ont pu pénétrer dans le marché en feu au début de

l'incendie, non pas pour sauver des vies mais pour piller les coffres forts et autres pagnes et biens importants abandonnés par les vendeuses du marché.

Personne ne comprend pourquoi la dite « *police scientifique* » française serait payée sur des fonds privés et ses conclusions, les vraies si ce mot a encore un sens au Togo, en particulier dans l'aréopage de Faure Gnassingbé, exclusivement réservées au donneur d'ordre, Faure Gnassingbé. S'agit-il de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur français qui ont des comptes à rendre à leur hiérarchie et le cas échéant à la justice française ou bien des employés d'une quelconque société de sécurité privée, comme il en fleurit tant aujourd'hui, qui ne rendent souvent de compte à rendre à personne sauf à leur commanditaires, ici Faure Gnassingbé à titre privé ? La réponse à cette question est essentielle pour connaître les intentions réelles du pouvoir ! Car dans le deuxième cas, Faure Gnassingbé, suivant le principe « *c'est celui qui paye qui commande* », se réserve bien sûr le droit d'annoncer une contrevérité au peuple togolais comme il en a l'habitude, entre autres, élection après élection. Mais les autorités françaises devraient démentir le bruit qui circule selon lequel, cette police scientifique aurait été mise à disposition par François Hollande lui-même pour obtenir l'accord de Faure Gnassingbé pour lui envoyer des troupes militaires dans la guerre au Mali.

Les premiers résultats concernant l'enquête menée sur les incendies de Kara et de Lomé n'apportent aucune révélation réelle. Les mandats d'arrestation - quand il y en a eu -, des soi-disant inculpés, étaient rédigés depuis un certain temps, même si les mots n'étaient que consignés dans la tête de quelques instigateurs proches du pouvoir.

Pourquoi dire cela ? Parce qu'il n'y a pas plus de preuves aujourd'hui de la complicité ou de la culpabilité des ténors de l'opposition actuellement sous les verrous que de celles d'un tel ou d'une telle au sein du R.P.T., de l'U.F.C./A.G.O, d'U.N.I.R. ou de quelque élément des F.A.T. Ceci, à l'exception d'un sergent-chef pris en flagrant délit de tentative d'embrasement de la station Total à l'aéroport de Lomé.

Et les pouvoirs, policier et judiciaire du Togo, n'en sont pas à leurs premiers coups. N'oublions pas le manque de preuves contre Kpatcha GNASSINGBE ou à l'encontre de Pascal BODJONA. Quand on est capable de faire cela à ses amis, à quoi doivent s'attendre les adversaires ? Ce à quoi nous assistons ici, ce sont des méthodes de république bananière, en l'occurrence une petite ploutocratie autoritaire et 'gloutoncratie' insatiable. La seule question qui se pose est : qui est le véritable propriétaire de cette République bananière alors que le Togo a obtenu son indépendance juridique depuis 1960 ? Est-ce la Communauté internationale avec des membres aussi influent que l'on retrouve au sein de la Communauté Européenne, aux Etats-Unis et qui renforcent crise après crise leur présence en Afrique ? Ou faut-il aller chercher du côté de la Chine, de plus en plus partenaire en investissements sans ingérence ? Car sans leurs soutiens, il n'y aurait plus de régime GNASSINGBE, alors ? Démocratie de façade à l'Occidental ou Développement sans ingérence à la Chinoise ? Aucun des deux selon le Peuple togolais. Mais l'absence de vérité des urnes empêche cette autodétermination de s'exprimer. Faure Gnassingbé en est conscient et s'emploie à servir tant les défenseurs de la démocratie de façade comme les développeurs qui ne s'ingèrent pas dans les affaires intérieures. A ce jeu subtil, il peut conserver le pouvoir *ad aeternam*.

Normalement dans un pays démocratique où le Ministre en charge de la sécurité des citoyens et des biens, croit aux valeurs de la République, a le sens de la responsabilité et de l'honneur, et travaille au service de l'ensemble du peuple togolais, il aurait démissionné sans que personne ne le lui demande.

Malheureusement, le Togo n'est ni un pays démocratique, ni un pays où les élections se préparent dans un climat de confiance. Au contraire, comme il est de plus en plus dommageable pour l'image des tenants du pouvoir d'usurper la vérité qui sort des urnes, la nouvelle technique de Faure Gnassingbé consiste à empêcher les partis politiques, pouvant remporter librement les suffrages des électeurs togolais, de s'organiser. On met en *'garde à vue de plus de 14 jours ou plus'* des simples citoyens comme des dirigeants de partis.

Bref, CVU-TOGO-DIASPORA suggère fortement au Ministre de la Sécurité de démissionner pour avoir manqué à ses obligations et avoir été incapable de sécuriser le marché de Kara et de Lomé sans compter les habitations privées qui ont fait l'objet d'incendies criminels.

3. Pourquoi Faure Gnassingbé s'empresse de soutenir la France au Mali

Faure Gnassingbé, sûr de l'appui coupable de l'Union européenne qui soutient financièrement les prochaines élections législatives fixées à la fin mars 2013, a choisi de neutraliser physiquement les principaux responsables des partis pouvant offrir l'alternance politique aux citoyens togolais. Alors que les listes électorales sont incomplètes, excluant d'ailleurs unilatéralement l'ensemble des citoyens togolais de la Diaspora, et qu'il n'y a aucun consensus sur les modalités de transparence du processus électoral, du dépouillement et de la proclamation des résultats, Faure Gnassingbé et son équipe de *'faux démocrates'* ont choisi d'utiliser un ensemble d'incendies criminels, dont celui du marché de Lomé le 12 janvier 2013, pour éradiquer les opposants politiques.

Le problème est que Faure Gnassingbé a été élu pour éradiquer la pauvreté au Togo. Il se trompe de sujet et de personnages. Il devrait penser plus à démissionner pour incapacité à gérer le Togo au service du peuple togolais. Le problème, c'est qu'il ne répond pas de ses actes devant les citoyens togolais puisqu'il a institutionnalisé la contrevérité des urnes et mieux encore, la totale impunité pour lui-même, les gens de son clan et l'oligarchie qui le soutient. Il répond de ses actes seulement devant quelques dirigeants de multinationales françaises et internationales qui font leurs affaires au Togo grâce à la complicité du système de Faure Gnassingbé, mais pas devant le peuple. Il répond aussi aux injonctions des dirigeants politiques occidentaux dès lors qu'il s'aligne à plat ventre sur leur positionnement à l'international ou leur envoie des troupes, sans argent d'ailleurs, pour aider à reconquérir une partie du Mali, espérant engranger quelques avantages du sous-sol malien.

Chacun aura constaté qu'aucun média occidental ne veut montrer la carte du sous-sol malien qui regorge de quantités importantes de minerais et d'hydrocarbures. Ceux qui voulaient scinder le Mali en deux, comme au Soudan, se sont trompés de partenaires avec les narco-trafiquants-islamistes venus d'ailleurs et recrutant aussi en Afrique subsaharienne, notamment avec un des groupes terroristes qu'est le Mujao (Les membres de ce groupe se

proposent de libérer les otages français depuis qu'ils savent leur fin proche avec la guerre franco-malienne). Alors il ne faut pas s'étonner à terme d'avoir un attentat au Togo en représailles de la relance d'une nouvelle forme de la Françafrique où les intérêts français sont supérieurs aux intérêts du peuple togolais.

4. François Hollande soutiendrait-il un Etat Voyou au Togo ?

François Hollande ne devrait plus se taire sur les exactions commises au Togo contre les droits des citoyens et des partis de l'alternance. Continuer à croire que des élections forcées, non transparentes avec des opposants togolais en prison permettront d'affirmer encore cinq ans, que le Togo est une démocratie, ne fait pas honneur à un progressiste, socialiste et social-démocrate revendiqué de surcroît, ni à un humaniste. Mais la France qui porte une grande part de responsabilité dans les malheurs du peuple Togolais, devrait accepter de laisser le Togo trouver d'autres partenaires pour faire avancer sa démocratie.

C'est en effet sous les influences françaises, ce depuis l'assassinat de Sylvanus Olympio le 13 janvier 1963, le premier Président africain tué par des forces spéciales françaises et togolaises lors d'un coup d'Etat de la Françafrique, que le Togo n'arrive pas à connaître la liberté, le respect des droits humains et la vérité des urnes. Il est donc de la responsabilité de la France de François Hollande, de contribuer, à sa manière, à réparer cette erreur stratégique de la France dans les domaines suivants :

- le choix militarisé des dirigeants togolais ;
- la primauté donnée aux militaires dénués de sens de la gestion du bien public et du respect des populations ;
- la neutralisation de l'alternance politique au Togo en contribuant à l'affaiblissement systématique des processus de transparence électorale, quand cette même France d'avant Hollande, n'avait pas validée des contre-vérités des urnes avant même que les autorités togolaises n'aient annoncé des résultats falsifiés.

Aussi, la théorie du complot joue à plein et est orchestrée par Faure Gnassingbé lui-même. Quand le ministre de la Sécurité, dont le nom a été cité à plusieurs reprises par les Nations Unies ou les nombreuses organisations non gouvernementales crédibles comme étant un agent de la brutalité extrême et soupçonné d'être responsable de la mort et de coups et blessures portés à de nombreux togolais, on peut se demander pourquoi ce militaire, Yark Damhane, bénéficie-t-il de tant d'égards de la part de Faure Gnassingbé au point d'avoir l'impunité liée à sa fonction. Mais même les responsables nazis finissent par passer devant les Tribunaux. Le Peuple togolais sera donc patient.

Alors quand cette personnalité, n'ayant aucun sens du droit et des procédures légales, encore moins scientifiques, pour expliquer et démontrer un fait, se met à désigner les dirigeants des partis d'opposition (ANC, ADDI, OBUTS, FRAC, PTT, etc.) et des associations prônant le retour de la vérité des urnes au Togo comme le Collectif Sauvons le Togo (CST) comme étant les responsables des incendies, on ne peut que se rendre à l'évidence du stade suprême d'incompétence qu'a atteint le Ministre de la Sécurité.

La démission ne serait qu'un euphémisme pour cacher la traduction devant les tribunaux pour diffamation, création de fausses pièces justificatives visant à tromper les citoyens togolais, la communauté internationale, notamment la France de François Hollande. On se demande d'ailleurs quel moment choisira Faure Gnassingbé pour donner l'ordre à ses agents de considérer les partis d'opposition qui ne se sont pas alliés avec lui - notamment ceux cités ci-dessus ou d'autres – comme **des partis terroristes**, afin de faire croire à Barack Obama que le mot terrorisme suffit, pour déclencher un alignement des puissances occidentales sur des dictatures féroces et férues d'abus de droit et de pouvoir.

Face à l'augmentation de la pauvreté et de la perte du pouvoir d'achat, on peut se demander qui sabote l'économie du Togo ? A qui profite le crime si les incendies des marchés permettent maintenant à Faure Gnassingbé de mettre ne prison qui il veut, comme il veut, ce en toute brutalité et non-respect des droits les plus élémentaires. Le Togo est en train d'institutionnaliser un **Etat VOYOU**. C'est ainsi que les forces non identifiées mais agissant indirectement pour le compte du maintien au pouvoir du système actuel ont vraisemblablement bénéficié de la complicité de certains vigiles qui détenaient les clés du marché. Ces derniers savaient que le marché allait brûler car leurs mobylettes et vélos avaient soigneusement été enlevés la veille. Ceci, afin de ne pas faire les frais de l'incendie des marchés du Togo, qui ressemble plus à un grand méchoui ésotérique pour préserver le pouvoir à tout prix, mais certainement pas de manière démocratique.

Par contre sur les résultats de la mission des deux experts français commissionnés par et payés par Faure Gnassingbé, *motus et bouche cousue*. Les conclusions ne sont pas publiques pour le moment. Il faut donc attendre la falsification des conclusions avant des annonces qui ne tromperont personne au Togo, sauf peut-être les chancelleries occidentales dès lors que leurs intérêts ne sont pas en jeu. Faut-il croire qu'il y a des forces militaires qui en veulent à ce point à Faure Gnassingbé à Kara que personne ne peut accéder aux véritables résultats des deux experts français ? Et quid des experts africains et togolais pour mener cette enquête ? Qui a dit que le Togo est souverain et doit gérer ses affaires lui-même ? Un dirigeant voyou qui est en train de réussir le tour de force de changer un dirigeant français social-démocrate en complice de dirigeants politiques voyous et anti-démocratiques au Togo.

5. Libérer les prisonniers politiques du combat pour la liberté et la démocratie au Togo

Aujourd'hui 17 personnes des forces de l'alternance sont toujours détenues par l'Etat de Faure Gnassingbé sans aucune justification légale, sans compter les nombre important des personnes arrêtées arbitrairement et humiliées dans les villages et villes de l'intérieur que personne ne compte. Mais alors, à qui le tour ?

Pourquoi les dirigeants des autres partis politiques qui prônaient le dialogue avec Faure Gnassingbé sont-ils ou elles si silencieux ? Chacun y trouverait-il un avantage ? Est-ce vrai qu'il est question de faire gagner le parti de Gilchrist Olympio, l'Union des Forces du Changement (UFC) à tout prix, même avec des fraudes massives afin de lui assurer une majorité au parlement togolais et lui offrir le poste de Président de l'Assemblée nationale. Comme lui-même et ses fidèles ont été neutralisés, selon les dires des membres du RPT/UNIR, chacun peut imaginer le jeu subtil auquel peut conduire les incendies des marchés du Togo.

6. Recommandations du CVU-TOGO-DIASPORA : Renforcer l'organisation de la lutte

Le Collectif pour la Vérité des Urnes - Diaspora invite :

- **Faure Gnassingbé** : A libérer immédiatement et sans préalable les responsables politiques, leurs sympathisants et les simples citoyens qui luttent pour la liberté, la paix, l'avènement de la vérité des urnes et de la démocratie au Togo et à autoriser officiellement la création immédiate d'une Commission d'enquête nationale et internationale indépendante pour faire la lumière sur les crimes que constituent ces incendies.
- **La communauté internationale notamment la France, les Etats-Unis et l'Allemagne et l'Union européenne** à ne pas être dupes de la nouvelle stratégie françafricaine de Faure Gnassingbé consistant à instaurer un nouveau deal de la Françafrique : '*soutien en militaires contre le silence sur les abus de pouvoir et de droits au Togo*' ;
- **Le Peuple togolais** : A ne pas perdre l'espoir d'une alternance démocratique au Togo et à continuer ses actions de revendication de ses droits notamment sur le plan politique, économique, social et juridique, car la longue marche vers la vérité des urnes et des comptes n'est qu'un marathon démocratique ;
- **La Diaspora togolaise** : A prendre ses responsabilités et mieux organiser la constitution d'un parti politique de la Diaspora, dans la Diaspora, pour l'ensemble du peuple togolais ;
- **Les Militaires togolais se désolidarisant des méthodes brutales et mafieuses de Faure Gnassingbé** : de commencer à organiser discrètement leur front républicain pour sauver le Togo.
- **Les Tenants de la Françafrique** : d'arrêter de croire que l'appui apporté à des Grands commis d'un Etat Voyou protégerait dans la durée leurs intérêts au Togo.

26 Janvier 2012



Dr Yves Ekoué AMAÏZO

Coordinateur Général

François FABREGAT

Secrétaire Général

Directeur de la Communication

